

CONCLUSION

UNE MODE OU UN SOUCI CROISSANT

*« Tout le monde savait que c'était impossible ;
Un jour vint un imbécile qui ne le savait pas, et il l'a fait. »*

Marcel Pagnol (*Jean de Florette*)

Une mode ?

Guerre de l'eau ; conflits dus à l'eau ; hydropolitique ; la vraie bataille de l'eau ; bataille pour l'eau ; manifeste de l'eau ; géopolitique de l'eau ; le siècle de l'eau ; crise de l'eau ; l'enjeu de l'eau ; la ruée vers l'eau ; contrat mondial de l'eau ; le partage des eaux ... autant de titres de livres ou d'articles de presse consacrés à l'eau et aux problèmes géopolitiques que posent les risques de pénurie à l'échelle mondiale.

La question est décidément à la mode, et si Hergé était encore là, c'est peut être un « Tintin au pays de l'or bleu » qui l'inspirerait.

De fait, Claude Allègre pressent un déclin du roi pétrole, déclin qui *« va venir du fluide le plus commun, le plus abondant, le plus accessible : l'eau »*. Si l'on a déclenché des guerres pour le pétrole, il est possible qu'à l'avenir on le fasse pour le contrôle de l'eau. L'ancien ministre remarque que l'homme utilise désormais la moitié de l'eau douce disponible, et qu'en cinquante ans, sa consommation a été multipliée par cinq. Évoquant ces problèmes que risque d'exacerber le changement climatique, Allègre insiste sur la dimension géopolitique du partage de la ressource.

Ou un souci constant ?

Si l'eau a pu être source de litige, il y a près d'un siècle en Provence (voir *Jean de Florette* de Marcel Pagnol), comme avant dans les Alpes (où les querelles entre seigneurs et villageois étaient fréquentes dès le XV^{ème} siècle à en croire les archives des parlements de Provence et du Dauphiné), comment n'en serait-elle pas une aujourd'hui dans les pays du sud et de l'est du bassin méditerranéen et dans toutes les régions moins pourvues d'eau au monde ? La littérature et les contes de pratiquement tous les pays du monde fourmillent d'histoire de puits, de

canaux, de rivières dont l'accès ou le contrôle a pu poser problème ; ils se sont inspirés, partout, des faits réels de la société, et ceci est encore plus vrai dans les sociétés hydrauliques où le contrôle sur la ressource est primordial pour l'équilibre d'une communauté, qu'elle doive se « serrer les coudes » pour lutter contre la rareté ou au contraire contre les excès d'eau. Simplement la population mondiale a crû, et même les régions qui sont bien pourvues en ressources en eau sont aujourd'hui conduites à modérer leur consommation, à tout faire pour préserver sa qualité, et pour pérenniser la vie économique et sociale qui dépend forcément de « l'or bleu ».

Éviter d'amplifier des catastrophes naturelles : quand l'homme et la nature ne font pas bon ménage

En France, et plus globalement en Europe et dans les pays dits développés, une grande partie des problèmes de l'eau viennent d'une gestion d'un territoire rural de plus en plus désertifié. L'urbanisation a conduit à la déprise rurale dans de vastes secteurs. De ce fait et pour améliorer une « standardisation » des travaux ruraux, on a arasé les haies, asséché des zones humides, endigué certains petits cours d'eau, etc. Cela a conduit à une aggravation des risques de crues, dans le même temps que l'intensification des cultures a conduit à la pollution de plus en plus grave des eaux et des sols par les intrants et les déjections des élevages. La critique du productivisme se fait aussi sur les impacts sociaux, sur l'occupation du territoire et la dégradation des ressources naturelles (eau, sols, biodiversité)². L'agriculture intensive a fait disparaître haies et talus, prairies permanentes et zones humides, et a fortement contaminé les sols et les nappes phréatiques³. On incrimine aussi avec raison la moindre capacité des cours d'eau à faire transiter l'eau vers l'aval. Ceci est lié à la gestion des digues et des zones humides et bras morts ; aujourd'hui on cherche à tout prix à éviter les débordements, alors que des zones inondables en amont permettent de limiter les conséquences des crues en aval : de ce fait, en 1993 le niveau du Rhône aval a dépassé celui de la grande crue millénaire (qui a un temps de retour estimé de 1000 ans) de 1856, pour un débit deux fois moindre. Cela s'explique aussi par l'encombrement des lits par la végétation, qui n'est plus éliminée comme auparavant.

Mais même si la France est localement « macadamisée », ce qui ne manque pas d'avoir des conséquences hydrologiques, toutes ces déconvenues sont des soucis de pays riches et paraissent bien mineures en regard de ce qui arrive dans les pays du Sud, où démographie galopante, problèmes de tenure rurale, manque d'eau et manque de moyens se conjuguent pour rendre la vie de tous les jours bien plus problématique pour de grandes proportions de la population.

C'est le plus souvent les déboisements que l'on incrimine, dans les pays dits « en développement », comme une des causes majeures actuelles et futures des excès des eaux de ruissellement (crues, inondations, érosion, etc.).

Dans le Nord-Est de la Thaïlande, un déboisement catastrophique continue de progresser dans l'illégalité (les coupes de bois sont officiellement interdites depuis 1990). De ce fait, même si la pluviométrie tend à diminuer, les sols ne retiennent plus l'eau, les débits sont de plus en plus irréguliers et les barrages se combent de sédiments ; la gestion de ces ouvrages devient chaque jour plus délicate.

Mais le bétonnage et l'urbanisation en général ont aussi des conséquences dramatiques dans les pays du Sud. Ainsi, si on attribue en partie les inondations catastrophiques du 10 novembre 2001 à Alger, aux forts coefficients de ruissellement qu'ont connus les collines dominant la ville, dont les massifs forestiers ont été méthodiquement brûlés parce qu'ils auraient servi de cache aux islamistes du FIS, il est probable que l'urbanisation y a aussi joué un grand rôle : la croissance de la ville s'est faite sur les hauteurs, imperméabilisant de grandes surfaces ; de plus, une autoroute construite au fond d'un vallon a mené l'eau en plein dans les quartiers les plus densément peuplés de la ville ⁴.

La ville de Mexico, qui comme Alger, a de grandes difficultés à fournir toute sa population en eau potable, est aussi régulièrement inondée par les eaux venues des nouveaux quartiers construits au départ de manière informelle sur les pentes qui dominent la ville. Une étude de l'IRD (ex-Orstom) nommée « Chalco : de la poussière et de la boue »⁵ a bien montré comment l'urbanisation accroît considérablement les coefficients d'écoulement des eaux, transformant en borbier tous les sites non encore revêtus.

Pourtant, dans l'ensemble, le risque d'inondation de la vallée de Mexico a été en partie et involontairement gommé par le très fort abattage de la nappe phréatique dû à sa surexploitation. Résultat : la ville s'enfonce⁶. Ce même phénomène touche plus souvent des villes de plaine, plus susceptibles d'être touchées par les inondations, comme Bangkok, dont la quasi-totalité de la surface se trouve à un mètre sous le niveau de la mer, du fait du prélèvement excessif d'eaux souterraines par les puits artésiens ; dès qu'il pleut, Bangkok est donc inondée, et quand cela se conjugue avec les crues de la Chao Phraya, le grand fleuve venu du Nord, la situation devient catastrophique⁷.

Il arrive que les catastrophes soient en grande partie naturelles. Ainsi l'assèchement actuel du lac Tchad, qui est passé d'une étendue de 25 000 km² en 1963 à 9 000 km² aujourd'hui, est essentiellement dû à la sécheresse persistante que connaît son bassin versant.⁸ D'autres fois, ce sont des actions humanitaires et volontaristes qui apparaissent à terme comme pouvant avoir des conséquences catastrophiques : on s'est ainsi rendu compte que les millions de puits creusés à l'initiative de l'UNICEF au Bangladesh pour approvisionner les villageois en eau potable (les eaux de surface contaminées provoquaient la mort de 250 000 enfants chaque année) étaient presque tous contaminés à l'arsenic ; 85 des 125 millions d'habitants du pays sont concernés⁹.

Des bébés ou des porcs ? La qualité de l'eau aussi est un enjeu.

Si la puissance des multinationales n'étonne plus personne, il est surprenant qu'en Bretagne, les cochons soient mieux considérés que les bébés. En effet, cela fait plus de 20 ans que l'eau potable a, en maints endroits de Bretagne, dépassé de beaucoup la limite maximale de teneur en nitrates d'après les normes de l'OMS (50 mg/l). Mais tout comme cela fait plus de 30 ans que l'on apprend aux élèves des écoles du Génie Rural des Eaux et des Forêts et même aux lycéens, que la destruction des bocages entraîne érosion et crues accentuées, on a continué à attribuer allègrement, dans tous les départements bretons, des autorisations de construire pour des porcheries industrielles. Donc, le problème n'a cessé de s'aggraver, et plus des trois quarts des Bretons (et tous les bébés !) doivent boire de l'eau en bouteille pour ne pas nuire à leur santé. Mais il n'y a pas que les bébés à être moins bien considérés que les cochons en

Bretagne : les touristes qui se rendent sur les plages bretonnes doivent depuis vingt ans déjà suivant les endroits, traverser des dizaines de mètres de dépôts d'algues vertes dont la prolifération est due à l'arrivée sur les littoraux de ces eaux nitratées, avant d'accéder à de l'eau moins sale. Pourtant la France a toujours été à l'avant garde dans la gestion territoriale de l'eau avec les fameuses lois de 1964 et 1992, souvent prises en exemple dans le monde.

Le gouvernement français de « gauche plurielle », promu en 1997, a décidé de prendre le taureau par les cornes en lançant, sous l'impulsion de Dominique Voynet, alors ministre de l'Environnement, une nouvelle loi sur l'eau en 1998, afin de « renforcer la démocratie et la transparence dans le secteur ». Après 3 ans de travail des techniciens, mais plus encore des lobbys, le texte est considéré comme un « hochet » par le candidat écologiste Noël Mamère (aux élections présidentielles du printemps 2002 en France) ; l'autre candidate écologiste, Corinne Lepage (2002)¹⁰, considère quant à elle que le texte a « *totalemment perdu de vue le but : protéger la ressource* ». En effet, des groupes de pression ont très bien travaillé pour affadir la réforme¹¹ : « *les agriculteurs ont été les plus virulents dans la contestation, mais pas forcément les plus convaincants* ». « *La grande réforme [attendue] n'ira pas plus loin (...) et à toutes les questions posées, [il y a] peu de réponses* ». « *En Bretagne et dans d'autres régions, des consommateurs refusent de payer leurs factures ; ailleurs, des associations portent plainte contre un racket organisé. En cinq ans le prix du mètre cube a augmenté de 21 % (...). Les agriculteurs, qui consomment 70 % de l'eau, notamment pour l'irrigation, mais ne contribuent qu'à 1 % de la redevance pollution, se sont vu réclamer un effort supplémentaire (...) et ont accepté de payer 800 millions de francs, mais la profession négocie une augmentation proportionnelle de leurs subventions. (...). Le simple usager continuera bien à payer pour les autres, comme il le fait déjà pour les traitements des nitrates et des pesticides qui lui coûtent 2 francs par mètre cube* ». Bien que 310 millions d'euros ont été engagés de 1993 à 2001 pour lutter contre la pollution bretonne et ce sans aucun résultat (et pour cause, on continue à laisser proliférer les élevages industriels incriminés depuis plus de 20 ans !), un « *plan d'action pour un développement pérenne de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Bretagne, et pour la reconquête de la qualité de l'eau* » doté de 106 millions d'euros de plus, a été signé par les ministres de l'Agriculture et de l'Environnement français le 4 février 2002¹². En pure perte encore une fois ?

De fait, « *plus on traite en aval, plus on se laisse aller en amont* »¹³ ; mais même s'il y a quelque chose d'ébranlé au pays de Bretagne (« la religion intégriste du progrès » ne fait plus trop recette), les ministres de l'environnement ont un mal fou à lutter contre les lobbies bretons. Beaucoup de gens croient que le problème est en cours de résolution, alors que le nombre de cantons déclarés « zones d'excédent structurel » (ZES) (c'est-à-dire que la quantité d'azote contenue dans les déjections des animaux d'élevage dépasse les besoins de fertilisation des cultures soit 170 kg d'azote à l'hectare) est passé de 71 à 104 entre 1995 et 2002, et concerne désormais plus de 80% de la surface de la région¹⁴.

Mais la Bretagne n'est pas la seule région du monde où le poids de la tradition agricole permet de passer outre aux conseils d'économiser l'eau. Malgré la très grande avance technologique de l'agriculture irriguée d'Israël, les fermiers s'y comportent comme s'ils vivaient en Norvège. A cause du lobby fermier, Israël ne s'est jamais recyclé dans des activités agricoles nécessitant peu d'eau. De fait, les kibboutzim développent « *des cultures gourmandes en eau (maïs, agrumes et coton) et exportent leur production vers des pays européens déjà riches en eau* »¹⁵.

Eau et argent : la tarification, mère des excès du marché ?

La marchandisation étant en cette période de globalisation très à la mode, on se pose aussi beaucoup de questions quant à la mise en place de marchés pour les ressources jusqu'à présent gratuites comme l'eau ou l'air. Une grande partie des nombreux articles, livres et publications se concentre sur le rôle des multinationales de l'eau. Ricardo Petrella a su montrer comment les entreprises commercialisant les eaux minérales ont constitué un cheval de Troie pour la « marchandisation de l'eau »¹⁶. En effet, dès le début, on a trouvé normal de payer l'eau en bouteille puisqu'elle avait subi le processus de mise en bouteille, justement ; puis, comme elles se sont répandues dans le monde entier, cela a paru naturel puisqu'il est normal de payer aussi le transport des marchandises. Ensuite, quoi de plus normal que de faire payer le « service », c'est-à-dire l'adduction de l'eau. Ce ne sont pas les mêmes entreprises qui ont répandu dans le monde entier les eaux minérales (Nestlé, Danone, etc.) et qui ont vendu le service de traitement, d'adduction et distribution de l'eau (Vivendi, ex-Générale des Eaux,

Ondeo, ex-Lyonnais des Eaux, RKW, SAUR, etc.). Mais dans une humanité (presque) toute séduite par la mondialisation, la globalisation, et aussi, par la marchandisation des biens communs (comme l'eau, et bientôt, l'air ?), les processus de privatisation imposés par les organismes internationaux ne se contentent pas de faire des trains anglais ceux qui déraillent le plus en Europe, des Californiens les seuls habitants des pays du Nord à manquer de courant électrique ni des classes moyennes argentines un nouveau prolétariat. Ils ont fait flamber le prix de l'eau du robinet et s'envoler les bénéfices des entreprises (françaises et autres) qui ont mis la main sur ce marché forcément prometteur, vu que la population augmente et que l'eau est indispensable. Heureusement, l'esprit citoyen tend à gagner du terrain, et que ce soit en Bolivie (à Cochabamba par exemple) ou à Grenoble (dont un ancien maire, fait rarissime en France, a dû faire de la prison parce que le cadeau reçu en échange de la concession de l'eau de la ville à telle multinationale des eaux était un peu « gros ») ou en bien d'autres endroits, la société a su réagir et borner (temporairement ?) les excès du néo-libéralisme. On peut imaginer des « lésés de l'eau » américains cassant les locaux de Vivendi ou d'Ondeo quelque part aux États-Unis, pour protester contre la « mal-eau » distillée par les multinationales françaises ! (Ricardo Petrella).

Pourtant, Gérard Mestrallet (PDG d'Ondeo, l'ex-Lyonnais des eaux) avait fait amende honorable, et dévoilé un côté inattendu du néo-libéralisme (à la française ?) en déclarant : « *L'eau est bien sûr un enjeu géopolitique qui peut être porteur de risques de conflits. Mais contrairement aux idées reçues, l'eau est avant tout un facteur de rapprochement des peuples* »¹⁷ ; et cet homme d'affaires d'opposer les 9 conflits que ces quarante dernières années ont eu pour origine l'accès à l'eau, aux 141 traités signés pour la gestion concertée des eaux frontalières ; de même il remarque que le traité indo-pakistanaï de 1960 sur l'Indus « *n'a jamais été remis en question à l'occasion des trois guerres qui entre-temps ont opposé ces deux nations* ». Pour lui, la vraie bataille de l'eau, c'est celle qui tue insidieusement 30 000 enfants tous les jours. Ce grand patron est encore plus surprenant lorsqu'il affirme plus loin : « *L'eau est un bien commun. Nous sommes opposés à la privatisation de la ressource, car à nos yeux, l'eau n'est pas une marchandise. Nous ne sommes pas des marchands d'eau* » et plus loin : « *la privatisation des infrastructures de l'eau dans les pays en développement ne*

nous semble pas nécessaire «ou encore « le droit universel de l'accès à l'eau doit être reconnu », avant de conclure : « À la guerre pour l'eau, il faut opposer la Paix par l'eau "».

Cela dit, si *Le Monde* a pu titrer le 20 février 2001 que « *L'eau résiste à la vague du marché* », il faut reconnaître que la privatisation va bon train. D'après la revue *L'écologiste*¹⁸, « *de nouveaux territoires de conquête s'appêtent à être livrés à l'appétit des firmes mondiales : l'eau des nappes phréatiques et même l'eau de pluie dans certains pays* »¹⁹. Et ces auteurs de signaler combien, « *paradoxalement, pour les titans du secteur, la crise mondiale de l'eau – de plus en plus polluée dans l'hémisphère nord, de plus en plus rare dans le sud –, est une aubaine* ». Et d'énumérer de nombreux cas où privatisation a signifié envol des prix de l'eau du robinet.

Une vision « productiviste » pour mieux gérer ?

Sans nécessairement envisager la privatisation de l'eau, la tarification est une solution évoquée par de nombreux analystes pour tenter de remédier aux pratiques non durables de gestion de la ressource. On a eu l'occasion dans les chapitres qui précèdent d'aborder le thème de la « productivité » de l'eau. Il peut paraître logique de gérer au mieux la ressource et de tenter de produire le maximum de valeur ajoutée à partir d'un même volume d'eau. De ce fait, les ressources devraient être, une fois assouvie la demande en eau potable, dirigées vers l'industrie et les services, bien plus producteurs de valeur ajoutée que l'agriculture. Même les « écologistes » américains engagent les pays manquant d'eau à arrêter de faire des céréales irriguées, afin de consacrer leurs faibles ressources en eau à des secteurs plus productifs²⁰. Pour Lester Brown, « *auparavant le manque d'eau était un problème local ; aujourd'hui, c'est une question globale qui traverse les frontières (...); il faut 1 000 tonnes d'eau pour produire une tonne de céréales ; le meilleur moyen d'économiser l'eau si vous en manquez, c'est d'importer des céréales* » (américaines ?). De même Sandra Postel (1999) préconise de faire payer l'eau à son vrai coût. Mais c'est pousser les milliers de paysans qui ne pourront pas faire face à cette dépense supplémentaire vers les villes. C'est aussi ce type de mesures que suggèrent le Conseil Mondial de l'Eau²¹, mis en place par la Banque Mondiale en 1994 en affirmant : « *la hausse de la productivité de l'eau est fondamentale si l'on veut produire davantage de nourriture, lutter contre la pauvreté, réduire la concurrence à l'égard de l'eau et s'assurer que la nature*

reçoit une quantité suffisante d'eau ». En effet, « il existe aujourd'hui une crise de l'eau, mais cette crise n'est pas due à son insuffisance à satisfaire nos besoins ; elle résulte plutôt d'une si mauvaise gestion de cette ressource que des milliards de personnes – et l'environnement – en souffrent gravement ».

Il y a donc potentiellement des coûts sociaux majeurs aux solutions qui passent par l'introduction d'une forte tarification de l'eau pour tenter de réduire sa consommation. Ce constat, loin de disqualifier ce type de solution, renvoie, on l'a vu, au caractère éminemment politique des choix de gestion à long terme de la ressource.

Plus globalement, c'est la dimension extrêmement politique des questions de gestion de l'eau qui revient à travers chacune des études de cas qui ont été abordées ici, qu'il s'agisse de la qualité de la ressource, ou de sa quantité. Si les médias ont beaucoup parlé de futures « guerres de l'eau » qui trouveraient leur origine dans le déchirement des peuples pour une ressource vitale devenue trop rare, il ne faut pas ignorer le fait que des disputes, bien réelles celles-ci, opposent divers groupes au sujet de la qualité d'une eau si mauvaise qu'elle compromet ses usages, comme en Bretagne, en Californie, au Mexique le long du Colorado ou du rio Bravo, en Asie centrale, en Chine, en Australie.

Quant aux guerres de l'eau, elles n'ont pas éclaté. Mais on a vu combien la tension pouvait être vive au sujet de la répartition et de l'appropriation de ressources en eau, au point d'accentuer le risque de déclenchement de conflit, de précipiter des tensions qui, par ailleurs, ne peuvent être analysées chacune séparément : l'hydropolitique, comme certains l'appellent de ce néologisme un peu pompeux, n'est en rien un facteur autonome des tensions entre États, mais au contraire constitue un des nombreux éléments qui tissent les complexes toiles des relations entre États et des représentations de chaque gouvernement.

Car en effet, les questions de géopolitique de l'eau s'analysent au niveau des quantités – apparemment objectives mais déjà sujettes aux interprétations parfois ô combien subjectives de données hydrauliques et de fait stratégiques – mais aussi des représentations des sociétés et de leur gouvernements, et des capacités socio-économiques et politiques d'adaptation à l'évolution de la contrainte liée à la ressource.

Que les représentations bâties dans un pays sur sa relation au bassin versant privilégient l'idée d'une propriété légitime et exclusive, et les négociations seront a priori plus ardues, comme en Égypte – mais non pas impossibles – ; que les représentations sociales rendent ardue l'idée de renoncer à un confort lié à une illusoire profusion d'eau, comme dans l'Ouest américain, et ce n'est que difficilement que les discours politiques et la technologie changeront la structure de la consommation, si tant est que la volonté politique soit au rendez-vous. Et, quand bien même la volonté politique ne manquerait pas, il faut parfois pouvoir investir dans des technologies plus économes, ou accepter de payer le prix, qu'il soit monétaire ou se traduise en termes de bouleversements sociaux, des choix politiques qu'impliquent des arbitrages entre divers groupes d'usagers. La Chine accepterait-elle de renoncer à sa céréaliculture de la plaine du Huanghe ? Rien n'est moins sûr.

Quoi qu'il en soit, préserver l'eau et le milieu

Avant le 2^{ème} Forum mondial de l'eau²², Danielle Mitterrand, Ricardo Petrella et Mario Soares lançaient un appel « De l'eau pour tous »²³ dans lequel ils affirmaient que si l'une des grandes batailles politiques de la fin du XIX^{ème} siècle avait été le droit de vote pour tous, celle de la fin du XX^{ème} et du début du XXI^{ème} devait être celle « *du droit à la vie pour tous les habitants de la Terre* » ; pour ces auteurs, « *l'accès à l'eau pour tous est un droit possible ; aucune raison, technologique, économique, financière ou politique ne saurait être invoquée pour empêcher la concrétisation de ce droit* ».

Ce genre d'appel est de plus en plus fréquent, et les responsables politiques de tous bords comme les scientifiques, font leurs choux gras de l'eau, thème géopolitique majeur, mais aussi thème porteur de campagne électorale propre à rallier la clientèle écologiste et les bien-pensants anti-libéraux. Au delà du climat passionnel que le rapport à l'eau et à son partage peut développer, il est important, y compris dans des pays a priori peu menacés d'une pénurie grave, de prendre conscience de l'importance de préserver à la fois la qualité des eaux, le volume de la ressource, et les efforts de coopération pour son partage. Certes, il n'y a pas de conflit majeur dû à l'eau ; celle-ci sert parfois de prétexte à des conflits préexistants (le cas le plus typique est celui du contrôle du plateau du Golan) qui auraient lieu de toute façon car ils ont une dimension territoriale ou stratégique qui existait préalablement,

et qui dépasse très largement le seul problème de la ressource en eau. Mais l'absence, jusqu'à présent, de guerre de l'eau, ne nous met pas à l'abri de l'avènement de graves conflits. La multiplication de ces foyers de tension pour le partage de l'eau sur tous les continents ; l'amplification des rivalités régionales que provoque sa rareté relative, réelle ou perçue ; la déstabilisation des sociétés qui accompagne une trop grande rareté de la ressource qui excède la capacité d'adaptation de la population, sont autant de facteurs, liés à l'accessibilité pour tous à l'eau, qui soulignent l'urgence du soutien aux efforts de coopération pour éviter que les guerres de l'eau, sans doute peu spectaculaires, ne viennent ronger les sociétés par les guerres civiles ou mettre le feu aux poudres entre États aux abois.

NOTES DE LA CONCLUSION

1. Denis Combas, 2000. Denis Combas, 2000. « L'eau source de vie et de discorde ». *Büëch Mag*, magazine d'informations des pays du Büëch, du Dévoluy et des Baronnie, n°342, Serres (05), sept-oct. 2000.
2. José Bové, 1999. « Pour une agriculture paysanne ». *Le Monde Diplomatique*, octobre 1999.
3. Martine Valo, 2001. « Pourquoi la Bretagne prend l'eau. » *Le Monde*, 7-8/1/2001.
4. Frédéric Edelmann, 2001. « Constructions anarchiques et déforestation sont à l'origine du drame. » *Le Monde*, 15/11/2001.
5. Bernard Lacombe, Rogelio Maartinez et José Manuel Juarez, 1992. *La boue et la poussière : Chalco*. CCE-UAM-Orstom, Caizergues, Montpellier, 1992 ; 126 p.
6. Martine Royo, 2001. « Mexico l'ingouvernable ». *Les Echos*, 16-17/3/2001.
7. Patcharin Wongsatien, 2000. « Bangkok sera-t-elle l'Atlantide asiatique ? ». Article du *Bangkok Post* traduit dans *Courrier International* du 23/11/2000.
8. Dépêche de l'AFP, 16/08/2001.
9. Peter Popham, 2000. « Une catastrophe écologique programmée. » Article de *The Independent* traduit par *Courrier International*, 26/10/2000.
10. Corinne Lepage, 2002. « La loi sur l'eau, projet réducteur et inefficace. » *La Tribune*, 10/01/2002.
11. Benoit Hopquin et Martine Orange, 2000. « L'impossible transparence de l'eau. » *Le Monde*, 12-13/11/2000.
12. Gaëlle Dupont, 2002. « Bretagne : 106 millions d'euros pour la qualité de l'eau. » *Le Monde*, 5/2/2002.
13. Martine Valo, 1997. « Les nitrates jusqu'à la lie ». *Le Monde*, 22/3/1997.
14. Gaëlle Dupont, 2002b : « La Bretagne n'arrive pas à protéger son eau des pollutions agricoles ». *Le Monde*, 11/9/02.
15. Nehemya Strassler, 2000. « Les kibboutzim se comportent comme s'ils étaient en Norvège ! » Article de *Ha'aretz* paru dans *Courrier International*, 6/7/2000.

16. Ricardo Petrella, du Contrat Mondial de l'Eau, lors d'une conférence sur l'enjeu mondial de l'eau, le 8 février 2002 à Villard Bonnot (Isère, France).
17. *Le Monde*, 26 octobre 2001.
18. *L'écologiste*, Vol. 2, n°3, automne 2001.
19. Agnès Bertrand et Laurence Kalafatidès, 2001. « La privatisation de l'eau ». *L'Ecologiste*, vol.2, n°3, automne 2001.
20. Lester Brown, 2001. « Pour économiser l'eau, importez des céréales ». *Libération*, 3-4/11/2001.
21. CONSEIL MONDIAL DE L'EAU (2000). *Rapport annuel 2000*, 110 p.
22. Tenu à La Haye, le 22 mars 2000.
23. *Le Monde*, 19-20 mars 2000.

- GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS (2000). *Towards Sustainable River Basin Management : Recommendations and Guidelines on Best Management Practices*. Ministry of Housing, Spatial Planning and the Environment, Nieuwegein, Pays-Bas.
- MOSTERT, E. éd. (1999). Proceedings of the *International Workshop on River basin Management, The Hague*, 27-29 October 1999. IHP-V Technical Document in *Hydrology*, no. 31
- MOSTERT, E., E. VAN BEEK, N.W.M. BOUMAN, E. HEY, H.H.G. SAVENIJE, W.A.H. THISSEN (1999). *River Basin Management and Planning*. IHP-V Technical Document in *Hydrology*, 31: 24-55.
- RESEAU INTERNATIONAL DES ORGANISMES DE BASSIN (1998). *Atelier RIOB : La participation des usagers à la gestion et au financement des organismes de bassin*. (en ligne). (Consulté le 14 septembre 2001).
Sur Internet : <http://www.oicau.org/ciedd/fra/frames/etatsituation/riobetasis.htm>.
- SECRETARIAT INTERNATIONAL DE L'EAU (1999). *La privatisation sociale de l'eau et de l'assainissement*. Actes de l'atelier international, Montréal, 18-20 octobre 1999. Rédigé par Jean Burton. Montréal, Canada.

Conclusion

- AFP (Agence France Presse), 2001. Dépêche d'agence AFP : « les riverains du lac Tchad, menacé d'assèchement, se sentent oubliés » . 16/8/2001.
- ALLEGRE, Claude, 2002. « Le siècle de l'eau » ; *l'Express* du 10/01/2002.
- BERTRAND, Agnès et KALAFATIDES, Laurence, 2001. « La privatisation de l'eau » . *L'Ecologiste*, vol.2, n°3, automne 2001.
- BOVÉ, José, 1999. « Pour une agriculture paysanne » . *Le Monde Diplomatique*, octobre 1999.
- BROWN, Lester, 2001. « Pour économiser l'eau, importez des céréales » . *Libération*, 3-4/11/2001.
- COMBAS, Denis, 2000. « L'eau source de vie et de discorde » . *Buëch Mag*, magazine d'informations des pays du Buëch, du Dévoluy et des Baronnies, n°342, *Serres* (05), sept-oct. 2000.

- CONSEIL MONDIAL DE L'EAU (2000). *Rapport annuel 2000*, 110 p.
- DUPONT, Gaëlle, 2002. « Bretagne : 106 millions d'euros pour la qualité de l'eau. » *Le Monde*, 5/2/2002.
- EDELMANN, Frédéric, 2001. « Constructions anarchiques et déforestation sont à l'origine du drame. » *Le Monde*, 15/11/2001.
- HOPQUIN, Benoit et ORANGE, Martine, 2000. « L'impossible transparence de l'eau. » *Le Monde*, 12-13/11/2000.
- LACOMBE, Bernard., MARTINEZ, Rogelio et JUAREZ, José Manuel, 1992. *La boue et la poussière : Chalco*. CCE-UAM-Orstom, Caizergues, Montpellier, 1992 ; 126 p.
- LEPAGE, Corinne, 2002. « La loi sur l'eau, projet réducteur et inefficace. » *La Tribune*, 10/01/2002.
- MESTRALLET, Gérard, 2001. « La vraie bataille de l'eau. » *Le Monde*, 26/10/2001.
- MITTERAND, Danièle, PETRELLA, Riccardo et SOARES, Mario, 2000. « De l'eau pour tous. » *Le Monde*, 19-20/3/2000.
- POPHAM, Peter 2000. « Une catastrophe écologique programmée. » Article de *The Independent* traduit par *Courrier International*, 26/10/2000.
- ROYO, Martine, 2001. « Mexico l'ingouvernable ». *Les Echos*, 16-17/3/2001.
- STRASSLER, Nehemya, 2000. « Les kibboutzim se comportent comme s'ils étaient en Norvège ! » Article de *Ha'aretz* paru dans *Courrier International*, 6/7/2000.
- VALO, Martine, 1997. « Les nitrates jusqu'à la lie ». *Le Monde*, 22/3/1997.
- VALO, Martine, 2001. « Pourquoi la Bretagne prend l'eau. » *Le Monde*, 7-8/1/2001.
- WONGSATIEN, Patcharin, 2000. « Bangkok sera-t-elle l'Atlantide asiatique ? ». Article du *Bangkok Post* traduit dans *Courrier International* du 23/11/2000.



RESSOURCES RENOUVELABLES

EAUX ET TERRITOIRES :

tensions, coopérations
et géopolitique de l'eau



Frédéric Lasserre

et

Luc Descroix

en collaboration avec

Jean Burton

L'Harmattan

Frédéric Lassere & Luc Descroix

En collaboration avec **Jean Burton**

EAUX ET TERRITOIRES :
tensions, coopérations
et géopolitique de l'eau



RESSOURCES RENOUVELABLES

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino

© L'Harmattan, 2003
ISBN : 2-7475-4405-2

Descroix Luc

Conclusion : un mode ou un souci constant

In : Lasserre F. (ed.), Descroix Luc (ed.), Burton J. (collab.)
Eaux et territoires : tensions, coopérations et géopolitiques
de l'eau

Paris : L'Harmattan, 2003, p. 241-254. (Ressources
Renouvelables). ISBN 2-7475-4405-2